

Les propos racistes et homophobes attribués à Macron ne surprennent plus personne

Les propos racistes et homophobes attribués à Emmanuel Macron dans une enquête du « Monde », bien que démentis par l'Élysée, font écho à des années de discours réactionnaires d'un président qui s'est pourtant longtemps présenté comme progressiste.

[Clément Rabu](#) et [Marie Turcan](#)

20 décembre 2024 à 20h50

« *Le problème des urgences dans ce pays, c'est que c'est rempli de Mamadou.* » Depuis la publication d'une enquête du [Monde](#) jeudi soir, la phrase tourne en boucle dans la sphère politico-médiatique française. Il faut dire que l'information est sidérante : cette phrase raciste aurait été prononcée par le président de la République en personne.

Le quotidien relate une réunion qui se serait tenue à l'Élysée avec Alexis Kohler et Aurélien Rousseau en 2023. Emmanuel Macron y aurait évoqué la situation de l'hôpital public et l'aide médicale d'État aux étrangers en situation irrégulière. « *Non, ce n'est pas le premier problème de l'hôpital* », aurait nuancé le ministre de la santé d'alors. « *Si, si. Vas-y, tu vas voir !* », aurait rétorqué le président.

Contacté, Aurélien Rousseau indique à Mediapart « *ne pas et ne jamais faire de commentaires sur des échanges rapportés avec le président de la République* ». La présidence de la République a apporté un « *démenti ferme et absolu* » à nos confrères, qui, eux, [maintiennent leurs informations](#). À Mediapart, un proche d'Emmanuel Macron dénonce les « *ragots* » du journal *Le Monde*, qui prend « *des propos d'opposants pour des faits. [...] Moi, je ne l'ai jamais entendu parler comme ça* », affirme notre source.



Emmanuel Macron lors d'une visite à l'Arboretum de Nanterre, le 19 septembre 2024.
© Photo Eliot Blondet / Abaca

Le Monde rapporte d'autres propos. En 2019, Emmanuel Macron choisit *Valeurs actuelles* pour une interview exclusive. À l'époque, le choix de cet hebdomadaire – condamné en 2015 pour « provocation à la haine raciale » puis une deuxième fois pour « injure publique à caractère raciste » en 2024 – donne déjà un signal sur le discours du chef de l'État. Au détour d'une réponse, Emmanuel Macron aurait désigné les Français·es d'origine maghrébine par le qualificatif raciste de « *rabzouz* ». Après relecture des équipes de l'Élysée, les propos auraient disparu de la version publiée.

« *En utilisant son vocabulaire, on dirait qu'il a voulu faire un clin d'œil du côté où il pense que le vent souffle* », déplore Dominique Sopo, président de l'association SOS Racisme. Geoffroy Lejeune, qui était alors le directeur de la rédaction de *Valeurs actuelles*, n'a pas répondu aux sollicitations de Mediapart.

« *On attend d'un président de la République qu'il pose un cadre, rigide, d'un respect d'éthique, de la considération apportée aux autres. Ici, il montre que finalement, en fonction des rapports de force qui existent, il serait prêt à faire des références à des idéologies immondes, qui dévalorisent autrui* », regrette Dominique Sopo.

Une autre phrase tourne et virevolte sur les réseaux sociaux et dans les médias nationaux ce jeudi, mais cette fois-ci, le président ne peut pas nier l'avoir prononcée. Alors qu'il venait d'arriver sur l'île de Mayotte, dévastée par le cyclone Chido, il a lancé, devant les caméras présentes : « *Vous êtes contents d'être en France ! Car si ce n'était pas la France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde.* » En face, des dizaines d'habitant·es sinistré·es tentaient de lui raconter leur désespoir face à la lenteur de l'aide, alors que la grande majorité du territoire est ravagée.

Pour Danièle Obono, députée La France insoumise (LFI), il n'y a pas de mystère sur le lien entre ces différents événements : « *C'est le même état d'esprit, le même cadre de pensée coloniale* », affirme l'élue à Mediapart, qui inscrit ces sorties dans une logique plus globale : « *Ce ne sont pas des propos en l'air ou des dérapages, c'est l'expression d'une politique raciste* », détaille la parlementaire.

« Au mépris de classe s'ajoute le mépris de race »

Beaucoup se rappellent la phrase qu'avait lancée un Emmanuel Macron goguenard en 2017, alors en visite au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage atlantique d'Etel (Morbihan). Il croit bon d'évoquer sur un ton rigolard les exilé·es comorien·nes qui font naufrage en tentant de rejoindre l'île de Mayotte : « *Le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien !* », ricane-t-il, face caméra, en référence aux bateaux de fortune utilisés pour les traversées très meurtrières, « *entre 7 000 et 10 000 morts depuis 1995* », écrivait un [rapport](#) du Sénat en 2012. À l'Élysée, on évoque à l'époque « *une plaisanterie pas très heureuse* ».

Un mois plus tard, au sommet du G20 à Hambourg (Allemagne), le président [réitère](#) pourtant. « *Quand des pays ont encore aujourd'hui sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien* », dit-il devant les journalistes, soutenant ainsi que les femmes africaines ne maîtriseraient pas leur sexualité, et seraient donc à l'origine de la surpopulation et du sous-développement du continent africain.

On ne compte par ailleurs plus les appels du pied à l'extrême droite, [citant](#) en référence Charles Maurras, apologiste du gouvernement de Vichy et inspirateur de la collaboration, lors d'une réunion de ses troupes ou [qualifiant](#) par exemple de « *totalelement immigrationniste* » le programme du Nouveau Front populaire (NFP), un terme cher à Jean-Marie Le Pen.

Au mépris de classe, qui affleure depuis le début de son premier mandat, s'ajoute le mépris de race.

Dominique Sopo, président de SOS Racisme

Sous couvert d'une stratégie politicienne fabriquant le duel avec le Rassemblement national (RN), le chef de l'État en a parfois emprunté la rhétorique, voire certains éléments du programme politique – la loi asile immigration votée en 2024 en étant l'un des derniers exemples. « *Il y a un cadre idéologique qui s'est extrême-droitisé, une vision raciste, activement islamophobe* », soutient Danièle Obono.

Dominique Sopo ne se dit pas non plus « *surpris* » par ces propos rapportés, « *au regard du mépris dont fait preuve Emmanuel Macron, qui s'exprime à l'égard de plusieurs catégories de Français. Au mépris de classe, qui affleure depuis le début de son premier mandat, s'ajoute le mépris de race* ».

Le président de SOS Racisme observe, ces dernières années, la disparition progressive du champ lexical de l'antiracisme et de la décolonisation dans la bouche du président : « *On a quand même un président qui n'emploie quasiment plus le mot "racisme" !* », s'émeut-il. Elle semble lointaine, l'époque où le candidat Macron [assurait](#), en visite à Alger en avril 2017, que la colonisation était « *un crime contre l'humanité [...], une vraie barbarie* ».

« *C'est un président qui refuse d'apporter des éléments de compréhension de l'histoire. Il n'aide pas à réfléchir sur le passé, donc il n'aide pas à le dépasser* », constate Dominique Sopo.

« C'est toujours les mêmes stéréotypes homophobes »

Autres discriminations, même source. Dans leur enquête, nos confrères du *Monde* soulignent la légèreté avec laquelle le président Macron et ses proches manient le champ lexical de l'homophobie. L'Élysée aurait par exemple baptisé Matignon « La cage aux folles », au moment où s'y trouvait Gabriel Attal, le premier occupant des lieux ouvertement gay. Ce que Louis Jublin, bras droit de l'ex-premier ministre, a confirmé au quotidien. Contacté par Mediapart, il n'est pas revenu vers nous.

D'autres saillies homophobes sont attribuées par nos confrères au boys' club qui entourerait le président. En privé et par SMS, ils s'échangeraient des expressions homophobes comme « *petit pédé* » ou « *grande tarlouze* ». Du « *15 000^e degré* », justifie aujourd'hui péniblement Jonathan Guémas, conseiller du président, cité par *Le Monde*.

« *Les bras nous en tombent* », se désole James Leperlier, président de l'association Inter-LGBT, auprès de Mediapart. « *Certes, les propos seraient tenus dans un contexte privé, mais ça n'enlève pas leur gravité. On nous [les hommes homosexuels – ndlr] stigmatise en utilisant les propos les plus outrageux, c'est toujours les mêmes stéréotypes homophobes. C'est d'autant plus étonnant, quand on se rappelle qu'on a essayé de nous vendre qu'avoir un*

[premier ministre gay était une fierté](#). C'est à la fois extrêmement choquant et, quelque part, démoralisant, venant du président censé incarner la République et ses valeurs. »

Le militant engagé pour les droits des personnes LGBTQI+ constate « *une sorte de continuum* » dans les déclarations problématiques et stigmatisantes d'Emmanuel Macron, dont la politique s'est progressivement éloignée des luttes sociales. Cette dégringolade a trouvé son apogée dans la nomination de Michel Barnier au poste de premier ministre en septembre. Cette figure du parti Les Républicains (LR) avait alors constitué un gouvernement de [tendance Manif pour tous](#), qui avait tant inquiété les observateurs·ices que Gabriel Attal avait demandé à Michel Barnier d'assurer qu'il n'y aurait « *pas de retour en arrière sur la PMA, le droit à l'IVG, les droits LGBT* ».

Il a brandi un épouvantail transphobe, alors que ce n'était ni la question, ni le contexte.

James Leperlier, président de l'Inter-LGBT

James Leperlier n'a pas non plus oublié la tirade d'Emmanuel Macron au moment de l'entre-deux-tours des élections législatives surprises de 2024. En déplacement sur l'île de Sein, se sachant filmé par les caméras de BFMTV, il [déclare](#) devant un petit groupe de passant·es : « *À l'extrême gauche, il n'y a plus de laïcité, ils reviennent sur les lois de l'immigration qu'on a faites... Et puis il y a des choses complètement ubuesques, comme changer de sexe en mairie !* »

Cette affirmation, par la suite pleinement assumée [par l'Élysée](#), n'est pas seulement fausse, elle est symptomatique de l'affection du président pour les petites phrases qui semblent lâchées à la volée, mais sont en réalité réfléchies. [Le Parisien](#) révélait d'ailleurs que cette formule avait été préparée à l'avance. Un « *fidèle* » du président assurait à nos confrères : « *C'est du gros rouge qui tache, il en faut toujours un peu. Ça a choqué 10 000 personnes à Paris, grand max.* »

« C'était de l'opportunité électorale, contredit aujourd'hui James Leperlier, il a brandi un épouvantail transphobe, alors que ce n'était ni la question, ni le contexte. »

Le continuum, encore. En mai, Emmanuel Macron [assurait](#), les yeux dans la caméra du magazine *Elle*, qu'il fallait « *un père et une mère* » pour le bien-être d'un enfant. « *Un enfant qui ne voit jamais son père, c'est un enfant qui se sent abandonné et dont le développement affectif, éducatif, n'est pas le même* », disait-il, se rattrapant tout juste en concédant l'existence de plusieurs « *modèles* » de familles en France.

Continuum, toujours. En avril 2022, le président Macron en campagne pour sa réélection se disait contre le fait d'aborder les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre à l'école et au collège. « *Est-ce que l'école de la République doit vous orienter là-dessus ?* », se [demandait-il](#) en direct dans une émission de Brut, rappelant qu'il se définit comme « *progressiste* ».

« Pour un président qui se présentait comme le tenant d'un nouveau monde, tout ceci est affligeant, conclut aujourd'hui Dominique Sopo. Le nouveau monde ressemble furieusement, non pas à l'ancien monde, mais à un monde dont on pensait qu'il était déjà englouti depuis longtemps. »

[Clément Rabu](#) et [Marie Turcan](#)